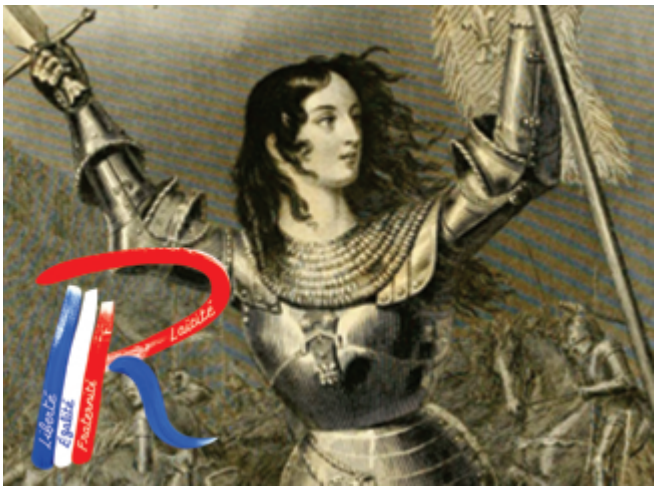
« Sale pute, sale blanche, on va vous trancher la gorge à toi et à ta fille »

écrit par Christine Tasin | 1 juin 2013



A lire, un effroyable récit paru sur Atlantico sur le racisme anti-blanc et les dysfonctionnements de la justice.

Les méfaits du communautarisme dans toute leur splendeur : refus de l'autre parce qu'il est blanc, refus de l'autre parce qu'il n'est pas musulman, sans doute (tous les détails dénoncent le fonctionnement de la racaille islamique en meute) ; attaque en meute, violence verbale et physique ; haine -et désir de viol pour elle- de la femme qui n'accepte pas les règles musulmanes et la place des femmes en islam… **La presse accuse la famille « blanche » de ne pas s'être intégrée**. Oui vous avez bien lu, c'est à nous, dans notre propre pays, de nous intégrer quand, cerise sur le gâteau, on ne le demande surtout pas aux nouveaux arrivants.

Deux hommes attaqués par 8 brutes, la victime se défend, donne un coup de poing à l'un de ses agresseurs qui se fait délivrer un certificat médical et porte plainte. Le procureur reçoit la plainte, l'instruit, convoque la victime au tribunal et requiert 1500 euros d'amende contre elle. Oui, vous avez bien lu, face à des brutes islamisées **la victime blanche doit**

recevoir les coups, les insultes, regarder violer sa femme et sa fille, et dire merci à genoux. La victime bien digne de figurer au mur des cons…

La famille Leterme a dû quitter de nuit, avec une valise, sous protection policière, un appartement dont elle était propriétaire et qu'elle revendra une misère, continuant à rembourser, sans doute, un emprunt pour un bien qu'elle ne possède plus, hypothéquant toutes ses chances de pouvoir se loger correctement dans l'avenir ; la famille Leterme a dû quitter une ville et peut-être un emploi, mais elle va garder, toute sa vie, le souvenir de la haine et de la peur, associées avec la honte de se retrouver poursuivi en justice.

La famille Leterme a une seule chance, dans son malheur, c'est d'avoir été défendue par Stéphane Maître, avocat travaillant par ailleurs pour l'Institut pour la justice, qui n'hésite pas à dire l'inavouable. Puisse cette affaire ouvrir les yeux de nombre de nos concitoyens et faire bouger les choses. Faire bouger l'Etat ou, en l'occurrence, ceux qui en ont la charge.

Une fois de plus l'Etat non seulement n'assure plus ses fonctions régaliennes, mais il met, délibérément, en danger nos concitoyens en acceptant l'immigration, le communautarisme et l'islam.

Combien de familles Leterme viendront le 22 juin dire leur ras-le-bol ?

Christine Tasin